



Un BUDGET  
de la Sécurité Sociale  
Pour sortir de la crise sanitaire  
et répondre aux besoins  
de la population

## La mise à mort de notre santé !

*Avec les professionnel.le.s de santé, du médico-social et du social,  
Je dis non !*

### La santé malade d'années de politiques libérales !

Les déserts sanitaires s'étendent. Sept millions de personnes sont sans médecin traitant. Les tarifs des mutuelles explosent, comme les franchises et les dépassements d'honoraires. 36% des personnes renoncent aux soins.

Les services d'urgence sont saturés, les personnels épuisés et sous-payés. Les hôpitaux et maternités de proximité sont réduits, privatisés ou fermés, des centres d'IVG menacés. La psychiatrie est asphyxiée. Les EHPADs sont au bord de la cessation de paiement... mais les bénéficiaires des cliniques privées se portent bien.

### Le Projet de loi de financement de la Sécurité Sociale 2025, qui menaçait d'achever notre Santé, est tombé avec le gouvernement Barnier.

Le gouvernement Bayrou s'annonce dans sa continuité et risque fort de reprendre à son actif les mesures préconisées :

**Consultations médicales.** Leur montant augmente en 2025, de 26,5 à 30 euros, mais leur remboursement par la Sécu devrait diminuer. 1,1 milliard d'euros seraient ainsi être transférés aux assurés sociaux directement ou par le biais de leur complémentaire. Avec à la clef une nouvelle augmentation des tarifs de celles-ci et un risque de renoncement aux soins. Et plus de 3 millions de personnes n'ont aucune complémentaire !

**Arrêts de travail.** Augmentation du nombre de jours de carence pour les fonctionnaires et éventuelle baisse des indemnités journalières.

**Affections de longue durée menacées.** Un plan est toujours sur la table pour économiser 540 à 870 millions d'euros sur ces ALD qui prennent en charge à 100% les maladies les plus graves.

### Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie

Le gouvernement Barnier l'avait fixé à 2,8% alors que les directeurs d'hôpitaux réclamaient + 6%, les syndicats + 10%.

**Cet objectif est d'année en année inférieur aux besoins réels ce qui crée obligatoirement un déficit, en particulier pour l'hôpital public.** Les alertes sur la situation budgétaire des établissements médicaux et médico-sociaux s'accumulent. Etranglés financièrement, ils ne parviennent pas à se moderniser ni à embaucher des soignant.e.s mieux payé.e.s et mieux formé.e.s. Les fermetures de lits, les urgences saturées, les personnels maltraités, les malades abandonné.e.s dans les couloirs se généralisent.

**Aide Médicale d'Etat :** Remise en cause sous la pression de l'extrême droite, cette obsession est une faute éthique majeure, on ne trie pas les malades entre ceux d'ici et ceux d'ailleurs. C'est aussi un non-sens de santé publique et à terme un calcul économique erroné.

**Pensions de retraite :** le gel prévu ne s'appliquera pas au 1 janvier ! et les retraites devraient être augmentées de 2,2%. Mais d'autres mesures s'appliquant aux retraité.e.s pourraient être prises.

Tout cela pour maintenir entre autres **des dizaines de milliards d'exonérations de cotisations sociales** pour les entreprises. 82 milliards l'an passé !

Il sera toujours plus difficile de se soigner, d'arrêter de travailler pour ses soins, de travailler dans les établissements, pour une santé qui coûtera toujours plus cher.

**Ces politiques ne veulent pas seulement réduire les dépenses de santé prise en charge par la**



**Sécurité sociale et la solidarité, elles veulent aussi les transférer aux grands groupes privés.**  
Une privatisation qui détruit la Sécu, un système où chacun.e reçoit selon ses besoins, pour favoriser les complémentaires, où chacun.e cotise selon son risque et reçoit selon ses moyens!  
Une financiarisation qui nous coûte aussi plus cher, avec des frais de gestion multipliés par 7, pour une santé low-cost qui multiplie les scandales, comme les centres dentaires, les EHPADs privés ou les industries du médicament et leurs ruptures de stock.

**La Sécurité sociale n'a pas à financer les profits du secteur lucratif et des fonds de pension dont les investissements ont doublé en 10 ans (biologie, imagerie, cliniques, centres de santé, EHPAD ...)**

**Mobilisons-nous !**

Avec le Tour de France pour la Santé, avec les syndicats, exigeons pour les hôpitaux publics, l'arrêt des réductions et fermetures de services, le recrutement de milliers de soignant.e.s, la suppression de la tarification à l'activité, de la taxe sur les salaires (4 milliards et 5% de leurs dépenses) et un budget de la Sécurité Sociale à la hauteur des besoins, défini démocratiquement.

En commençant par les déserts médicaux, nous voulons la création de centres de santé publics pluridisciplinaires, participatifs, pratiquant le tiers payant intégral, première pierre d'un service public territorial de santé de premier recours.

Nous voulons un plan de formation ambitieux pour tous les métiers du soin, du médico-social et du social.

Nous demandons l'intégration professionnelle des Praticiens à Diplôme hors Union Européenne, en prenant en compte leurs diplômes et les services rendus, comme en Guyane depuis 2020.

**Nous voulons** la suppression des restes à charge dont les dépassements d'honoraires et y compris les invisibles (comme le coût des transports augmentés du fait de l'éloignement), la fin du paiement à l'acte, **une Sécurité Sociale solidaire et universelle, prenant en charge intégralement à 100% les frais de santé, dans un périmètre élargi et défini selon les besoins des populations, sans aucune condition ni discrimination, intégrant en son sein l'Aide Médicale d'État.**

**Une Sécurité Sociale démocratique**, du local au national, pour une santé avec les usager.ère.s et les personnel.le.s.

**Cela est possible et dépend de choix politiques forts portant la santé comme un droit et non comme une marchandise.**

**Le 20 décembre 2024, les signataires :**

**Syndicats :** Fédération Sud Santé Sociaux, Fédération Syndicale Unitaire, Syndicat de la Médecine Générale, Syndicat des Jeunes Médecins Généralistes, Syndicat National des Infirmier(e)s Conseiller(e)s de Santé-FSU, Syndicat National Unitaire des Assistants Sociaux de la Fonction Publique-FSU, Union Fédérale Médecins Ingénieurs Cadres et Techniciens-CGT, Union Syndicale de la Psychiatrie, Union Syndicale des Médecins de Centres de Santé, Union Syndicale Solidaires

**Mutuelles :** Alternative Mutualiste, Mutuelle Mutami, Mutuelle des Pays de Vaucluse,

**Associations, collectifs, comités :** Act Up Sud-Ouest, Appel des Appels, Association Henri Pézerat, Ban Asbestos France, Cerises La coopérative, Collectif Inter-Hôpitaux, Collectif Inter-Urgences, Collectif des Médecins Généralistes pour l'Accès aux soins, Conseil National de la Nouvelle Résistance, Conseil National des Associations Familiales laïques, Collectif National pour les Droits des femmes Coordination des Associations pour le Droit à l'Avortement et à la Contraception, Femmes égalité, Femmes Solidaires, Fondation Copernic, Les Essentiel.le.s du Lien et du Soins, Médecins du Monde, Notre Santé en Danger, People's Health Movement, Printemps du Care, Résistance sociale

**Organisations locales et régionales :** ATTAC Essonne, Collectif 37 Notre Santé en Danger, Collectif Santé Pays-Haut (54), Collectif Tenon pour l'IVG, Comité de défense de l'hôpital de Concarneau, Comité de défense des hôpitaux du Nord Essonne, Comité Ivryen pour la Santé et l'Hôpital public, Comité de Vigilance des Services publics de Haute-Saône, L'esprit de Vitry

**Organisations politiques :** ENSEMBLE !, Gauche Démocratique et Sociale, Gauche Ecosocialiste, Génération.s, Les Ecologistes, La France Insoumise, Parti Communiste des Ouvriers de France, Parti de Gauche, Nouveau Parti Anticapitaliste



Pour nous suivre sur Facebook

contact : tour-france-sante-plfss@mailo.com

